

Bureau du 11 mai 2022

L'an deux mille vingt deux, le onze mai à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente

Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente

THOMAS Gil, 1^{er} Vice-président

MUTILLOD Christophe, 2^{ème} Vice-président

CHESEL Pascal, 3^{ème} Vice-président

DEAGE Joseph, 5^{ème} Vice-présidente

Absents/excusés :

BERTHIER Marie-Pierre, 4^{ème} Vice-présidente

ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération

LEI Josiane, Présidente CCPEVA

TROMBERT Fabien, Président CCHC

Secrétaire de séance : Pascal CHESEL

Nombre de délégués membres du Bureau : 9 délégués

Date de convocation : 4 mai 2022

Délibération affichée le :

Point n°4 – Lancement de l'opération : Construction du Projet Agro-Environnemental et Climatique 2023-27 pour le territoire du Chablais

Monsieur Pascal Chessel, Vice-président du SIAC en charge des politiques contractuelles, rappelle aux membres du Bureau que dans le cadre du Plan Stratégique National (PSN) de la Politique Agricole Commune (PAC) 2023-2027, des Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC) pourront être mise en œuvre en Auvergne-Rhône-Alpes. Elles permettront aux agriculteurs, situés sur les territoires à enjeux environnementaux forts de la région, de souscrire des engagements environnementaux sous forme de contrats de 5 ans.

Les MAEC surfaciques de la programmation PAC 2023-2027, pilotées par l'État, sont comme lors de la précédente programmation, à mettre en œuvre via des projets territoriaux appelés « PAEC » (Projets Agro-Environnementaux et Climatiques). Ces PAEC sont construits à partir des enjeux environnementaux identifiés sur le territoire et sont soumis à sélection régionale en amont de l'ouverture à la contractualisation de MAEC par les exploitants des territoires concernés.

Lors de la précédente programmation 4 zones à enjeux avaient été identifiées sur le territoire du Chablais, sur lesquelles 7 MAEC avaient été ouverts : maintien de l'ouverture des surfaces, absence de fertilisation, fauche tardive, prairies fleuries, gestion pastorale collectif et non-collectif, et gestion des zones humides. Au total, c'est presque **4 800 ha** qui ont été contractualisés par près de **100 exploitants** qui se sont engagés en moyenne dans **2 MAEC**. Le budget de ces mesures, hors animation, communication et évaluation, s'élève à presque **1 730 K€**, il a été financé majoritairement par l'Europe (FEADER) à hauteur

de **1 300 K€** (75%), l'Etat via le ministère de l'Agriculture : **270 K€** (16%) et deux EPCI du territoire : la CCPEVA et la CCHC, à hauteur de **160 K€**. Il est important de noter, pour compléter cette présentation, que les exploitants chablaisiens ayant contractualisés représentent 23% des exploitants de Haute-Savoie ayant contractualisés, mais seulement 5% des exploitants totaux. Enfin, la mesure emblématique du Chablais en ce qui concerne les surfaces, est la gestion pastorale qui représente 58% des surfaces aidées pour plus de 1 M€ et l'absence de fertilisation, 33%, en ce qui concerne le nombre d'engagements.

L'année 2022 est consacrée à la construction du dispositif proposé en AURA avec la construction et le dépôt des candidatures PAEC pour une contractualisation de MAEC dès 2023. La Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) a lancé un « Appel à projets relatif à la construction des PAEC pour la mise en œuvre des MAEC pour la campagne 2023 ».

Cet appel à projets présente un double objectif, celui d'identifier précocement les territoires supports d'un projet PAEC qui sera déposé au 15 septembre 2022 et celui d'aider financièrement les opérateurs et les structures partenaires pour construire des PAEC plus qualitatifs.

Le premier objectif l'appel à projets est d'identifier précocement l'ensemble des territoires et structures partenaires qui souhaitent déposer un PAEC en septembre 2022. Cette identification a pour vocation la fluidification des échanges entre les structures des territoires, l'État et les autres financeurs potentiels pour permettre l'ouverture à la contractualisation de MAEC au plus tard au 15 mai 2023.

Le second objectif de l'appel à projet est de soutenir la phase de construction des PAEC. Cette phase nécessite de réunir des partenaires techniques pour construire un projet agroenvironnemental adapté aux systèmes d'exploitation, aux pratiques agricoles et aux enjeux environnementaux identifiés au sein du territoire.

Ainsi pour permettre aux agriculteurs du territoire de poursuivre la mise en œuvre de pratiques agroenvironnementales et climatiques, et même d'amplifier ce nombre d'agriculteurs si cela apparaît envisageable, Monsieur Pascal Chessel propose que le SIAC réponde à l'appel à projets de la DRAAF relatif à la construction des PAEC pour la mise en œuvre de MAEC dès la campagne 2023.

Afin de construire le PAEC 2023-27 du Chablais, qui répondra aux exigences de l'Autorité de Gestion du FEADER, il propose aux membres du Bureau du SIAC de constituer un partenariat « institutionnel » entre le SIAC et les 3 EPCI du territoire et de se rapprocher des 2 partenaires techniques, qui nous ont déjà accompagné au cours de la programmation 2014-22, et qui sont la Chambre d'Agriculture et la Société d'Economie Alpestre.

Enfin Monsieur Pascal CHESSEL précise que le ministère de l'Agriculture propose une aide plafonnée à 6 K€, à se répartir entre 3 partenaires.

Après en avoir débattu, le Bureau à l'unanimité des membres présents :

- **APPROUVE** le lancement de l'opération « Construction du Projet Agro-Environnemental et Climatique 2023-27 pour le territoire du Chablais »
- **AUTORISE** la Présidente Géraldine PFLIEGER à signer le dossier de demande, en réponse à cet appel à projets, qui est constitué de 2 volets : le volet 1 de pré-identification du PAEC et le volet 2 de demande d'aide auprès du ministère de l'Agriculture, ainsi que toutes les pièces administratives et juridiques nécessaires pour ce dossier.

Envoyé en préfecture le 19/05/2022

Reçu en préfecture le 19/05/2022

Affiché le

SLO

ID : 074-257402560-20220511-D18_MAI2022-DE



La Présidente,

Géraldine PFLIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2022 et affichage le / /2022

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.